

# Lancement du projet PIBien-être

## Vers d'autres mesures de la richesse et du bien-être

Et si le succès du PIB n'était que l'histoire d'une imposture? Qui devient d'autant plus criante aujourd'hui que la croissance se fait rare?

MARC FASSONE

Ce postulat était au cœur de la conférence de lancement du projet PIBien-être, un projet mené conjointement par le Conseil économique et social (CES) et le Conseil supérieur pour un développement durable (voir ci-contre).

Tant l'orateur, Philippe Le Clézio (rapporteur, au Conseil économique, social et environnemental français, d'un avis sur la mesure de la richesse et du bien-être), que Serge Allegrezza (président du CES et directeur du Statec) étaient d'accord sur un point: le PIB ne constitue en rien un indicateur de progrès pour la société, il est impropre à rendre compte de l'évolution du bien-être.

Ce qui n'est d'ailleurs pas son rôle. «Le PIB est une mesure de la production marchande. Uniquement. Mais son succès médiatique en a fait un indicateur phare dont le succès a éclipsé tous les autres agrégats», rappelle Serge Allegrezza.

Et Philippe Le Clézio enfonce le clou: «Insidieusement, l'idée s'est installée qu'en rendant compte des progrès économiques on rendait compte du progrès de la société et donc de son bien-être.»

Mais progression du PIB n'est pas synonyme de progrès. Sauf peut-être en période de forte croissance... Ce qui n'est plus vraiment le cas aujourd'hui.

D'où la pression pour prendre aujourd'hui en considération d'autres variables, afin de refléter l'évolution de la société. Des variables certes fortement empreintes de ressentiment psychologique, «mais que, progrès de la science statisti-



Photo: Hervé Montaigne

Pour Philippe Le Clézio, il faut sortir de la dictature du PIB

que aidant, on peut intégrer». «Tout cela demandera du travail, tant sur le plan méthodologique qu'au niveau de la collecte et du traitement des données», prévient Serge Allegrezza.

Mais, plus important encore, cela implique que l'on réponde à la question de savoir ce qu'est le bien-être, ce qui renvoie à s'interroger sur notre projet de société.

«On n'échappera pas à ce débat», prévient le président du CES, qui souhaite une participation à celui-ci de la société civile.

Philippe Le Clézio est exactement sur la même longueur d'onde: «Ce qui est sous-jacent à toute cette problématique, c'est la question de la société de demain, des choix à faire et des mutations qui s'annoncent.»

Des mutations qui nécessitent l'acceptation sociale. Et pour que le citoyen puisse évaluer ces nouvelles politiques dites de développement durable, il doit disposer d'éléments d'information afin de pouvoir jouer son rôle.

A cette fin, l'agenda du projet

PIBien-être (voir ci-contre) prévoit au moins trois rencontres avec les représentants de la société civile.

### TABLEAU DE BORD

Mais comment, pratiquement, rendre compte du bien-être? Si l'on suit Philippe Le Clézio dans son argumentation, on peut déjà chercher à remédier aux lacunes du PIB.

Des lacunes connues, dont les principales sont le silence sur la répartition de la croissance dans la société, ce qui renvoie aux écarts de revenus et à l'augmentation constatée des disparités de pouvoir d'achat.

Autre lacune: la non-mesure des atteintes portées à l'environnement dès lors qu'aucun agent économique n'en supporte le coût.

Enfin, la non-mesure des activités dites non marchandes, qui incluent les échanges de services ou la solidarité familiale. «Autant de petites activités qui, mises bout à bout, représenteraient au moins le tiers de l'activité économique en France.»

Toute cette critique a donné

lieu à de nombreux travaux, tant au Luxembourg - via des initiatives du Statec ou de l'Observatoire de la compétitivité - qu'à l'étranger.

On peut citer ici l'indice ISR de l'ONU, le concept d'empreinte écologique ou le rapport Stiglitz.

Tout un fonds théorique est à disposition, fonds dans lequel on pourra piocher à volonté. Le gouvernement a d'ailleurs donné au CES et au CSDD les 12 recommandations du rapport Stiglitz comme feuille de route.

Citons, parmi ces 12 principes, la prise en compte du revenu national et de la consommation réelle, ainsi que du point de vue des ménages; l'appréciation des activités non marchandes, la quantification du patrimoine du pays; la considération de la dimension subjective du bien-être, l'analyse de l'évolution des inégalités ainsi que de la durabilité et de l'environnement.

Vaste chantier qui ne doit pas faire perdre de vue l'objectif social premier: informer le citoyen pour que ce-

### PIB... IEN-ÊTRE

Le dernier programme gouvernemental a chargé l'Observatoire de la compétitivité de développer, de concert avec le Conseil économique et social et le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD), un indicateur composite du bien-être au-delà de l'indicateur traditionnel PIB par tête, en vue de la mesure du progrès de la société et du bien-être dans une optique de long terme.

Dès juillet dernier, les membres du CES et du CSDD ont commencé leurs travaux, appuyés au niveau méthodologique et statistique par l'Observatoire de la compétitivité et le Statec.

Afin d'associer la société civile à leurs travaux, les deux partenaires ont prévu de consulter celle-ci. Via, notamment, l'organisation de trois ateliers de travail, sur les thèmes «réforme du PIB», «qualité de vie» et «durabilité». Un site internet sera également créé afin de recueillir les commentaires et les propositions des citoyens.

À l'issue de ces travaux, prévus pour la fin de l'année, le CES et le CSDD adresseront un rapport au gouvernement.

lui-ci pèse effectivement sur le débat public.

Et là, les écoles divergent. Plutôt qu'un seul indice composite, Philippe Le Clézio préfère une logique de tableaux de bord qui comprendrait une quinzaine d'indicateurs «représentant des données compréhensibles». Arriver à une présentation simple et pédagogique de ce tableau de bord pour qu'il devienne utilisable lors des débats publics est un vrai défi, reconnaît-il.

Le débat est lancé.